



**POIDS DES ENTREPRISES
INDUSTRIELLES MEMBRES DU SIM
DANS L'ECONOMIE MALGACHE**

Juillet 2016

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
INTRODUCTION.....	4
I. Contexte de l'étude.....	7
1.1 Evolution du taux de croissance économique.....	8
1.2 Analyse sectorielle des activités économiques de 2010 à 2014	10
1.1 Le secteur industriel à Madagascar	11
II METHODOLOGIE D'APPROCHE	13
2.1 Méthodologie de collecte d'informations.....	13
2.2 Déroulement de l'étude	14
2.3 Chronogramme de réalisation de l'étude	15
III. POIDS ECONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS L'ECONOMIE	16
3.1 Dans le PIB.....	16
3.2. En termes de Chiffre d'Affaires	20
3.3. En termes d'investissements.....	23
3.4. Sur la contribution fiscale.....	26
3.5. Sur l'emploi : La situation de l'emploi à Madagascar et la contribution du secteur industriel rapport à la population active occupé.....	31
3.6. Sur le financement de l'industrie.....	35
3.7. Résumé du poids économique du SIM en 2015	38
IV. CARTOGRAPHIE DES UNITES INDUSTRIELLES.....	39
V. RECOMMANDATIONS	42
CONCLUSION.....	44
ANNEXES	

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été accompli grâce à la collaboration entre le SIM et notre partenaire technique et financier, la Fondation Friedrich Ebert.

En préambule, nous adressons nos remerciements aux personnes avec lesquelles ce rapport a pu être réalisé et rédigé, commençant par remercier tout d'abord Monsieur Marcus Schneider, le représentant résident de la fondation Friedrich Ebert, pour son aide précieuse, et pour le temps qu'il consacre aux relances et au renforcement de l'industrie malagasy.

Nous adressons également notre parfaite reconnaissance au consultant, le CREM, qui a bien voulu prendre en charge les études et finalement un Grand merci à tous les membres du SIM qui ont contribué et ont permis possible l'élaboration de cette étude.

Fredy Rajaonera

Président

Syndicat des Industries de Madagascar

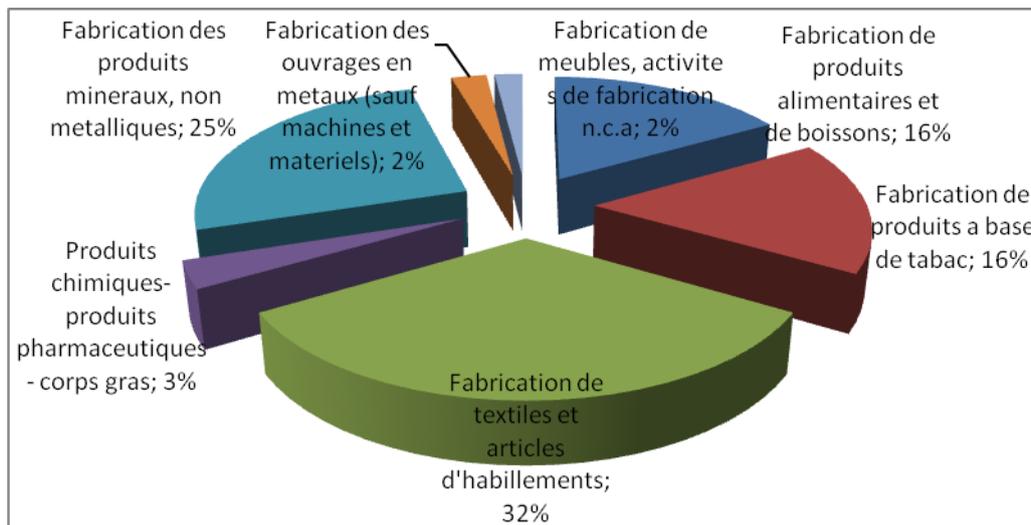
INTRODUCTION

Le présent rapport traite le sujet de l'industrie à Madagascar avec son évolution récente en 2014 et 2015. Il est pertinent de traiter ce sujet du fait de son poids dans l'économie malgache et son marché soit extérieur et intérieur.

Le dynamisme du secteur industriel est un des principaux moteurs de la relance économique.

Pourtant à Madagascar, le secteur industriel n'est pas encore très prépondérant car il ne représente que 18% du PIB national.

Figure 1 : Répartition de secteur industriel en 2014



Source : Note sectorielle EDBM

Comme cité à travers cette figure, la fabrication de produits alimentaires et de boissons ne représentent que 16% dans la production industrielle de Madagascar. Alors que l'industrie agroalimentaire est un secteur important surtout pour Madagascar qui est un pays agricole.

Cependant, d'une autre optique plus technique, l'industrie est un vaste concept qui recouvre la transformation des matières premières comme intrants, les différents et plusieurs services, les exportateurs et les détaillants comme post transformation. L'agriculture fournit des intrants aux entreprises industrielles et met celles-ci en contact avec les consommateurs par le biais du traitement, de la transformation, du stockage, du transport, de la commercialisation et de la distribution des produits de l'agro-industrie.

Le terme industrie désigne donc l'activité de transformation pure ainsi que tous les autres services constituant la chaîne d'approvisionnement qui relie l'exploitation agricole au consommateur en passant par la transformation, la vente en gros et au détail ("du pré à l'assiette" en ce qui concerne les produits alimentaires).

Cependant, il y a d'autres activités qu'il ne faut pas confondre avec l'industrie. Tel que l'agro-industrie qui recouvre toutes les activités pratiquées après les récoltes et impliquées dans la transformation, la conservation et la préparation de la production agricole en vue de la consommation intermédiaire et finale de produits alimentaires ou non¹. La Classification internationale type des industries (CITI) la répartit en 6 principaux secteurs d'activité, à savoir: l'alimentation et les boissons; les produits dérivés du tabac; le papier et les produits dérivés du bois; le textile, la chaussure et l'habillement; les produits dérivés du cuir et ceux dérivés du caoutchouc. Le terme recouvre divers types d'activités primaires et secondaires intervenant après les récoltes, allant de la préparation de base du produit du terroir à la transformation industrielle moderne, et implique divers degré d'importance en termes d'échelle, de complexité et de travail, de capitaux et de technologie.

Dans les pays en voie de développement, y compris ceux d'Afrique, les industries ont tendance à être dominées.

Dans le cas de Madagascar, la part de l'industrie dans le PIB est de 16,5% et 15%² de la population active. Le pays peut donc tourner à son avantage cette situation tout en améliorant la vie de la population malgache et assainir son économie.

Il y a des grands enjeux dans le développement de l'industrie à Madagascar. Il faut noter que la population mondiale ne cesse de croître : au début du 20ème siècle, la population mondiale était inférieure à 2 milliards et actuellement la population mondiale est de 7 milliards. D'ici 2050, les Nations Unies estiment que la population mondiale aura atteint les 9 milliards.

D'autant plus qu'avec l'arrivée massive des pays émergents mais aussi des pays en voie de développement de l'Afrique, les revenus des ménages augmentent de plus en plus. Par conséquent, il y a une grande opportunité dans le développement de ce secteur à Madagascar.

Madagascar dispose de plusieurs ressources naturelles, et est reconnu pour sa biodiversité. Ce pays peut tout à fait être le dragon de l'Océan Indien en développant ce secteur. Pourtant la réalité est tout autre : la population malgache ne profite pas de cette potentialité et le pays

¹ Wilkinson et Rocha 2009

² Données de la Banque Mondiale en 2014

importe encore, même les Produits de Premières Nécessités tel que le sucre, l'huile et le riz. Plusieurs pays d'Afrique riches en ressources sont restés pauvres, tandis que d'autres pays à faibles ressources sont devenus riches en suivant la voie de la valorisation. De tels développements démontrent que la prospérité et la pauvreté découle d'un choix politique.

Par conséquent l'industrie de Madagascar n'est pas du tout compétitif sur le marché national et partant, sur le marché international.

Il y a diverses causes liées à cette non-compétitivité de l'industrie malgache à Madagascar : des facteurs endogènes qu'exogènes. Cela traite de politiques industrielles adoptées jusqu'au système social malgache.

Bien entendu, la véritable cause réside à l'intérieur même du système malgache. Bien que la mondialisation fasse son effet sur l'économie des pays en voie de développement, ces derniers ont la responsabilité d'améliorer leur politique afin de profiter de cette tendance non d'être soumis à cela. Tout d'abord, le contexte de la mondialisation ne permet pas encore le développement du secteur privé dans les Pays en Voie de Développement (PVD).

C'est pourquoi, les économistes parlent souvent d'un désavantage des entreprises locales face à une si rude concurrence des entreprises étrangères. Les pays développés ont une large avance sur les avancées technologiques industrielles et recherche & développement par rapport au pays en voie de développement. La compétitivité des pays du Nord et des pays du Sud ne sera jamais donc égale.³

Face à une aussi rude concurrence, les entreprises locales auront bien évidemment du mal à percer le marché. Dans le cas de Madagascar, même le marché national est bondé de produits industriels importés. La concurrence de l'industrie de Madagascar n'est pas facile à surmonter.

Notre étude va approfondir les points saillants et vitaux du secteur, après avoir donné les contextes et méthodologie d'approche.

³ Les pays en développement face à la mondialisation : Les dangers de la mondialisation de F. Nicolas en 1981.

I. Contexte de l'étude

L'industrie joue un rôle d'entraînement de l'économie pour la croissance, l'emploi et l'innovation.

Selon les chiffres avancés dans le « Doing Business Indicator », Madagascar aura gagné 13 points sur le chapitre dans l'accès au crédit de 2015 à 2016. Or ce qui manque encore à Madagascar, c'est l'ouverture de crédit au développement de l'industrie (le crédit commercial) qui va permettre aux industriels de réinvestir et d'investir dans la modernisation de leurs unités de production.

En effet, le secteur industriel occupe un rôle important dans le PIB de Madagascar mais l'accès au crédit demeure difficile pour les industriels malagasy. Or ces derniers ont besoin de rénover et de moderniser leurs unités de production pour atteindre le niveau des normes qui répondent aux demandes de marché qui, comme tout le monde le sait, est devenu très exigeant et la concurrence y est très dure. Les chiffres en disent longuement.

Pour devenir compétitifs sur le marché national, régional et international, nos industriels sont condamnés à s'engager à réinvestir et à rénover leurs unités de production.

L'industrie joue un rôle stratégique pour l'indépendance économique d'un pays, ceci se traduit par la contribution du secteur industriel dans le PIB à Madagascar qui s'élève à presque 15% pour l'année 2015. Le taux de création d'emplois y est de 20% avec un taux de 4% pour la création supplémentaire d'emplois. La proportion des investissements réalisés par les membres du SIM s'élève à 75% du total des investissements industriels à Madagascar en 2015 générant un taux de 23,5% des recettes fiscales : impôts, taxes et redevances versés par les membres du SIM.

Avant d'entamer l'étude proprement dite, donner une définition plus simple de l'objet d'étude semble nécessaire. En première approximation, relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché. Une distinction est généralement établie entre l'industrie manufacturière et les industries d'extraction mais le contour précis de l'industrie dans notre cas ici est donné par la liste des items retenus de la nomenclature économique à laquelle le recensement des unités industrielles se réfère. L'**industrie** est donc l'ensemble des activités socio-économiques qui tournent vers la

production en série de bien grâce à la transformation des matières premières locales ou importées, soit des matières premières brutes ou déjà subi des une ou plusieurs transformations. Evidement, ce processus de transformation utilise des sources d'énergie de différentes formes. Une des caractéristiques communes aussi est l'économie d'échelle où la notion de débouchés semble un problème à résoudre. Enfin, l'industrie utilise des machines, d'abord manuelles puis automatisées, qui modifient la nature du travail, et la distinguent de l'artisanat.

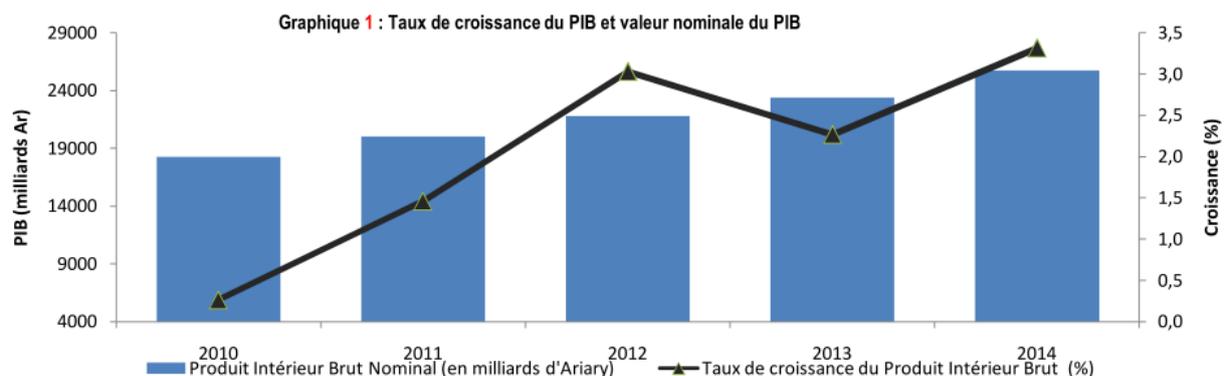
Madagascar devra privilégier le secteur à fort rendement fiscal et à forte valeurs ajoutées comme le secteur industriel (les industries agro alimentaires importatrices et exportatrices, les produits de rentes, le tourisme, les zones franches). L'Etat doit protéger et développer ce secteur formel productif pour formaliser la progression de l'économie du pays et de garantir les recettes budgétaires pérennes.

L'évolution économique d'un pays se fait souvent par l'analyse de sa situation macroéconomique. Sur ce, plusieurs agrégats sont à considérer pour situer le niveau de la croissance et développement économique à savoir le PIB, l'emploi, l'inflation, le taux de change, l'investissement, l'indice de prix à la consommation, etc...

1.1 Evolution du taux de croissance économique

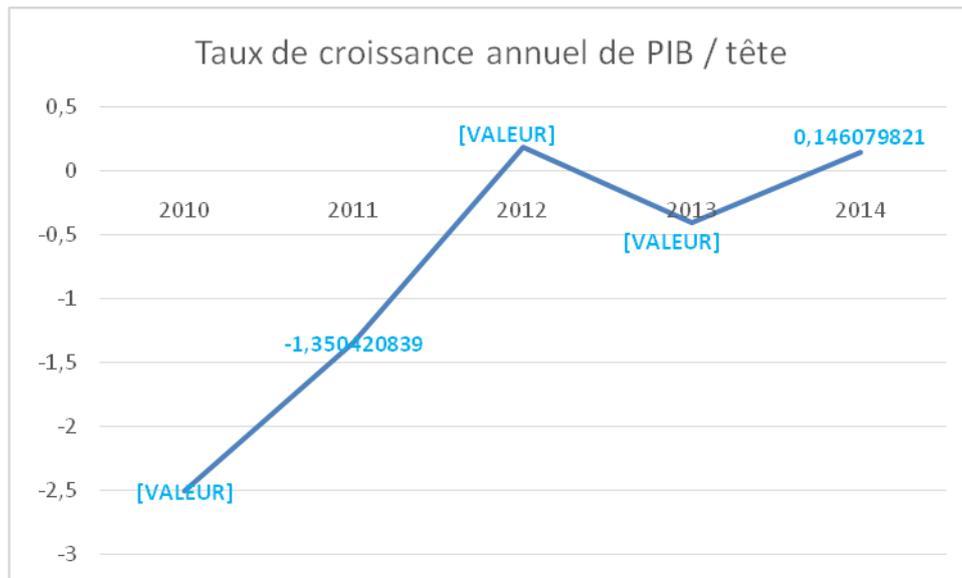
Tout d'abord, la croissance économique d'un pays est généralement mesurée par son produit intérieur brut (PIB) qui peut se définir comme la valeur marchande de tous les biens produits dans une économie pendant une période donnée.

Pour le cas de Madagascar, la croissance économique a commencé à s'améliorer après la crise sociopolitique de 2009, où le taux de croissance était négatif : - 4,1. Depuis 2010, nous avons constaté une tendance à la hausse du PIB nominal avec un taux de croissance moyen de 2% d'après la figure ci-après :



Source : TBE octobre 2015

Cette amélioration sur la croissance annuelle du PIB s'explique par le retour à l'ordre constitutionnel du pays. Ce nouvel ordre est surtout marqué par l'élection présidentielle de 2013 où un Madagascar prospère et moderne était le leitmotiv pour un espoir d'avenir meilleur. Toutefois, si on se réfère au pouvoir d'achat par habitant des malgaches, le fait suivant mérite une attention particulière :



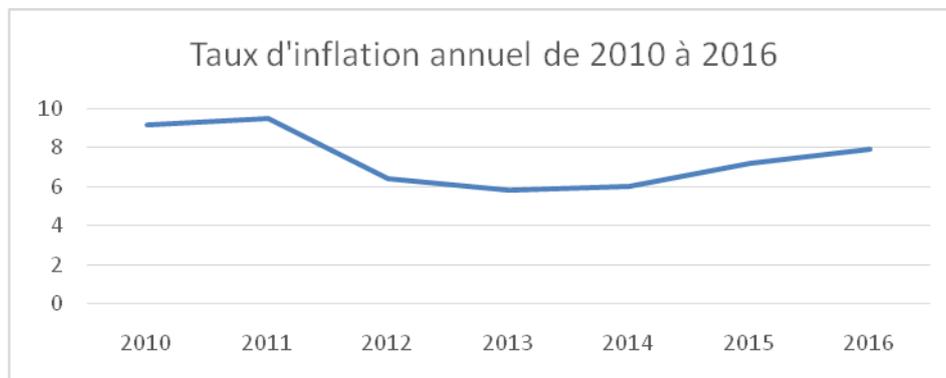
Source : Base de données de la Banque mondiale

Ce graphique montre que malgré une croissance positive en valeur de PIB pendant ces cinq (5) dernières années, c'était juste en 2014 que nous avons franchi la proportion au-dessus de zéro (0) en termes de pouvoir d'achat. En valeur, le pouvoir d'achat par an habitant n'a jamais atteint 500\$ depuis 1960. Une observation de l'évolution des prix dans le pays s'avère nécessaire pour savoir le degré d'anticipation des agents économiques leur permettant d'ajuster leurs comportements face à la situation. Rappelons que l'inflation désigne la hausse du niveau général des prix, Il existe plusieurs manière de mesurer l'inflation.

L'un de ces instruments de mesure de l'inflation est l'Indice des prix à la consommation (IPC). Il traduit le coût d'un panier donné de biens de consommation par rapport au coût de ce même panier au cours d'une année choisie comme année de base.

A Madagascar, le taux d'inflation de ces cinq dernières années s'est maintenu à un niveau quasiment stable et l'on a constaté même une désinflation, c'est-à-dire une réduction du rythme de hausse des prix, dans les années 2012 et 2013 avec un taux d'inflation, respectif,

de 6,4% et de 5,8%. Entre 2012, le rythme de hausse des prix a baissé de 32,6% par rapport à l'année précédente. La figure ci-après montre cette situation.

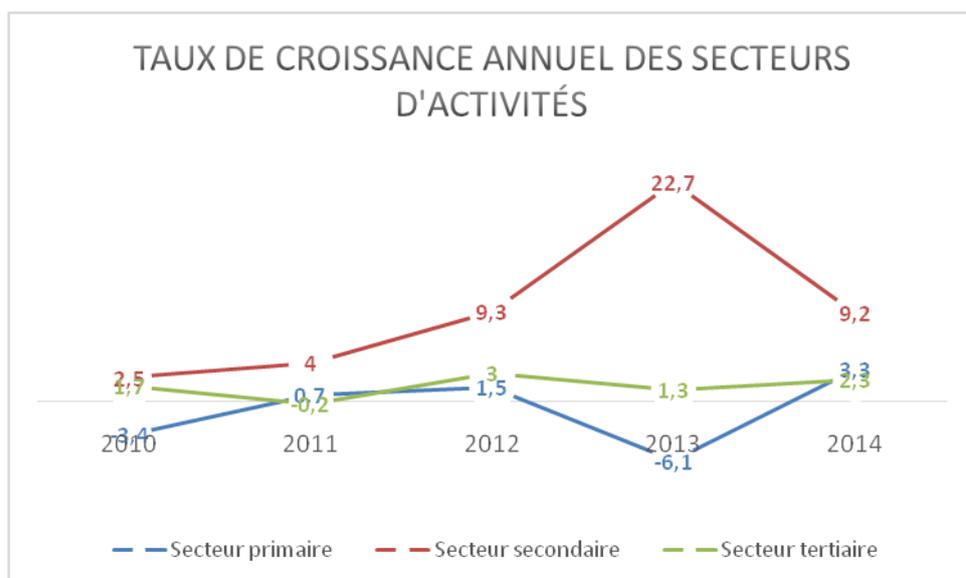


Source : Base de données de la Banque Mondiale

De manière classique, à partir de l'année 2014, la politique de relance économique a permis une révision à la hausse du taux d'inflation jusqu'à un certain seuil. En espérant qu'il existe un taux d'inflation permettant à l'économie d'avoir une nouvelle dynamique d'équilibre macroéconomique à moyen et à long terme, ce taux d'inflation devrait stimuler les secteurs d'activités économiques pour un objectif annuel fixé dans la loi de finances et la politique générale de l'Etat. En veillant sur les autres agrégats qui influencent la stabilité de prix tel que le taux de change et les prix à l'importation des biens d'équipements, la politique de stabilité de prix a intérêt de porter ses fruits à court termes.

1.2 Analyse sectorielle des activités économiques de 2010 à 2014

En analysant par secteur, le secteur secondaire est celui qui contribue le plus dans la croissance économique du pays. Il a, en moyenne, un taux de croissance de 8,4% de 2010 à 2014 et il est parvenu même à atteindre un taux de croissance de deux chiffres en 2013, soit 22,7%. Cette situation est due principalement à la croissance exorbitante dans la branche d'activité « industrie extractive », avec un taux de 219%, au détriment de celle de l'agriculture. Après, le secteur tertiaire enregistre un faible taux de croissance moyen de 1,96% pendant cette période. Contrairement à ces deux secteurs, le secteur primaire a connu un taux de croissance moyen négatif, soit -1,22%, durant la même période. Le graphique suivant montre l'évolution sectorielle pendant les cinq (5) dernières années.



Pourtant d’après le tableau économique d’ensemble en octobre 2015, le secteur secondaire a seulement enregistré 298 nouvelles entreprises dans le secteur industriel et transformation pendant l’année 2014. La section suivante montre un aperçu général du secteur industriel à Madagascar.

1.1 Le secteur industriel à Madagascar

Pendant l’année 2014, la contribution du secteur industriel dans le PIB s’élève à 14%. Ce taux de contribution reste encore au-dessous de la moyenne africaine⁴. La part du secteur secondaire s’élève à 23,4% du PIB dans les pays de la SADC, 31% du PIB pour les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Sud-Afrique) et 33,5% pour l’OCDE. Le secteur industriel malgache est principalement basé sur l’industrie alimentaire, l’industrie des boissons, l’énergie et les zones et entreprises franches. Toutefois, à partir de 2011, c’est le secteur secondaire qui tire la croissance, avec un taux respectivement de 4% en 2011, 9,3% en 2012 et 22,7% en 2013 par rapport au PIB.

Ces performances résultent du début d’exploitation de deux grands projets miniers, Ambatovy et Qit Madagascar Minerals. En 2014, la chute du prix des minéraux sur le marché international a eu un impact sur la contribution du secteur industriel dans le PIB. À l’horizon

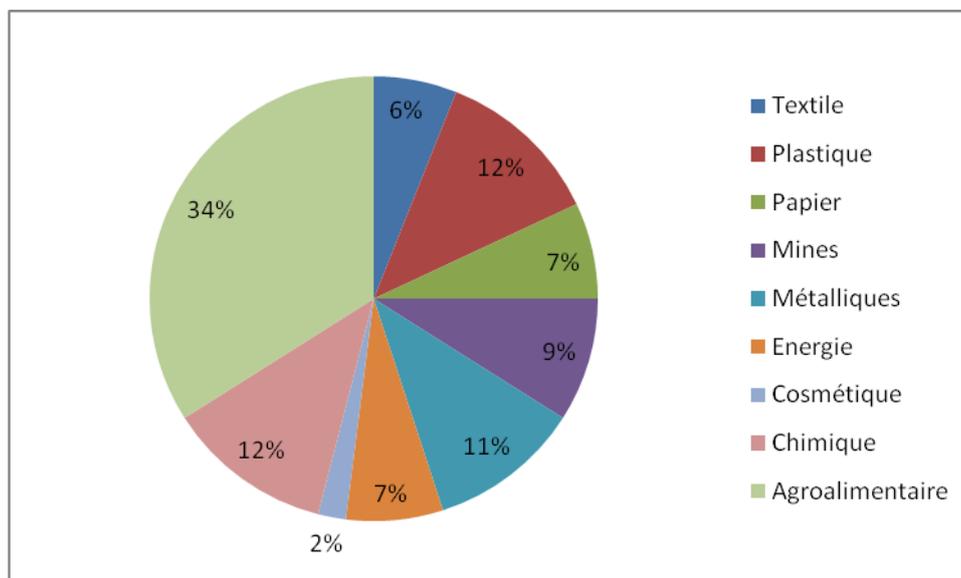
⁴ Rapport de développement économique en Afrique, publié en 2011 par l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel

2020, le secteur ambitionne d'augmenter son poids dans l'économie en contribuant à hauteur de 25% dans le PIB. Compte tenu des vastes contraintes auxquelles le secteur fait face, l'atteinte d'un tel objectif repose sur la disponibilité de moyens financiers suffisants, de ressources humaines compétentes et d'infrastructures modernes et performantes ainsi qu'une mode de gouvernance favorable aux incitations des industries naissantes. Entre autre, le problème énergétique demeure un défi immédiat pour développement industriel. Dans le cadre du nouveau plan national du développement, l'Etat et les partenaires techniques et financiers sont sollicités comme organismes d'appuis dans le processus du développement industriel à Madagascar.

Le tissu industriel malgache demeure encore faible en matière de performance et de diversification d'après les difficultés rencontrées énumérées ci-dessus. L'initiative de la conception d'une politique industrielle a été déjà lancée entre les parties prenantes, dont le SIM contribue activement à sa mise en œuvre effective.

Les entreprises membres du SIM représentent les branches d'activités de l'industrie du secteur industrie. La figure suivante montre la répartition des entreprises par branche des membres du SIM.

Répartition des entreprises par branche des membres du SIM.



Source : Données du SIM 2016

II METHODOLOGIE D'APPROCHE

Pour traiter ce thème, nous allons tout d'abord voir la situation actuelle du secteur industrie dans l'économie de Madagascar. Puis nous analyserons les données recueillis auprès des membres du SIM pour dégager la place et poids des membres du SIM dans l'économie. Nous feront également, en plus de cela, une analyse stratégique basée sur quelques critères par rapport à la situation globale de l'économie, ce qui nous aidera à proposer des solutions ou des améliorations du poids de l'industrie.

2.1 Méthodologie de collecte d'informations

Afin de mener bien l'étude, nous avons utilisé quelques méthodes de collecte d'informations et de traitement de données.

2.1.1. Documentation

Pour pouvoir rassembler plus d'informations, la documentation auprès des bibliothèques, les archives et des sites web ont été utiles.

2.1.2. Enquête

Comme nous avons expliqué, nous avons convenu que le consultant fournit les guides et questionnaires et la direction exécutive du SIM était chargée de faire les relations avec les membres afin de respecter la confidentialité des données.

2.1.3. Entretien

Les entretiens s'effectuaient avec les responsables du ministère de l'industrie et du secteur privé, ainsi que d'autres entités comme l'INSTAT et l'EDBM.

2.1.4. Observation

Le CREM a toujours observé la situation économique du pays, tant sur le niveau macroéconomique que microéconomique. Nous avons surtout observé ces derniers temps les secteurs de l'économie, y compris le secteur de l'industrie. Nous avons observé tout ce qui s'est déroulé dans le domaine, en amont et en aval, sans oublier l'interne de la société.

2.2 Déroulement de l'étude

Vue les moyens disponibles pour l'étude, nous sommes convenus que les récoltes de données se font au niveau du SIM, avec les questionnaires formulés par le consultant.

Le consultant était toujours disponible pour les éventuelles questions d'éclaircissement sur les méthodes de remplissage des fiches, soit au bureau du SIM, soit par téléphone.

La lenteur de réponses des membres du SIM rend le déroulement de l'étude aussi un peu décalé, et les réponses reçues sont moins de la moitié des membres inscrits. Cette situation rend l'étude encore plus difficile, car le consultant devrait faire beaucoup de gymnastique pour essayer de faire une étude basée et proche de la réalité.

2.3 Chronogramme de réalisation de l'étude

Le contrat de cette mission a été signé le 30 mars 2016 pour une durée de 03 mois. Tout de suite, le consultant s'est occupé de la formulation des questionnaires, qui se sont validés par la direction exécutive du SIM ; qui à son tour se charge de dispatcher aux membres du SIM.

Le déroulement se présente dans le schéma ci-dessous.

Tableau n° 04 : chronogramme des activités

Phases / Mois	M1				M2				M3				
Phase 1 : phase préparatoire													
Réunion de travail avec SIM													
Elaboration des questionnaires													
Validation des questionnaires													
Dispatch des questionnaires													
Phase 2 : récolte de données													
Consultation avec les membres													
Remplissage de la fiche													
Récolte de données													
Phase 3 : Analyse des données													
Traitement des données													
Rédaction des livrables, draft													
Validation du rapport													
Finalisation du rapport définitif													

En bleu : planification

En jaune : réalisation

Le retard de deux semaines de récolte a affecté aussi un retard de la suite de l'étude de deux semaines, car en plus du retard, les données sont très loin de complètes.

Mais après analyse de la situation, nous avons décidé de continuer l'étude avec les données existantes.

III. POIDS ECONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS L'ECONOMIE

La contribution du secteur dans l'économie du pays montre directement son poids. Mais pour ce faire, quelques démarches s'avèrent nécessaires d'éclaircir avant d'entamer le vif du sujet.

3.1 Dans le PIB

3.1.1. Contexte théorique

La mesure de la contribution de l'industrie dans l'économie, plus particulièrement dans la croissance économique se fait généralement par :

- Une utilisation des techniques de comptabilité de la croissance
- Une analyse économétrique

Auparavant, la littérature économique ancienne, l'industrie est considérée comme élément important de la croissance économique.

Néanmoins, celle récente voit plutôt les autres secteurs comme effectivement contributifs dans l'augmentation du PIB. Ce qui est le cas des services.

Les résultats des travaux de recherches existantes en matière montrent une relation d'équilibre sur le long terme entre le secteur industriel et la croissance économique.

Par la suite, le lien de causalité unidirectionnelle de la croissance économique vers le secteur industriel se trouve sur le court et le moyen terme.

Enfin, le développement industriel entraînant la croissance économique ne se fait sentir que sur le long terme.

Explications⁵

- Les crises politiques ;
- Les crises cycliques ;
- Industries bloquent dans leur phase de décollage ;
- Industries malgaches sont non-compétitives, en déclin et non-performantes ;
- Absence de stratégies claires ;
- Absence de politique industrielle plaçant les industries comme un réel moteur de développement économique.

⁵ Sur les bases de l'étude du secteur industriel à Madagascar, CREAM. Décembre 2013, *L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité.*

3.1.2. Classement des activités de production

Selon l'Institut National de la Statistique (INSTAT, 2013) :

- Agro-industrie, industrie alimentaire, boisson, tabac, corps gras
- Industries textile et cuir
- Industries du bois, papeterie, édition
- Industries chimiques
- Industries métalliques, mécaniques, électricité
- Matériaux de construction
- Entreprises de zones franches industrielles

Selon le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM)⁶ avec le nombre d'industries par secteur:

- Agro-industries (04)
- Industries pharmaceutiques (03)
- Industries alimentaires (21)
- Industries textiles et cuir (04)
- Industries énergétiques (08)
- Industries métalliques, mécaniques et électroniques (06)
- Industries de Services (01)
- Industries plastiques (10)
- Industries de papier (06)
- Industries minières (08)
- Industries chimiques (09)

⁶ Liste selon le nombre de ses membres au total de 80 industries.

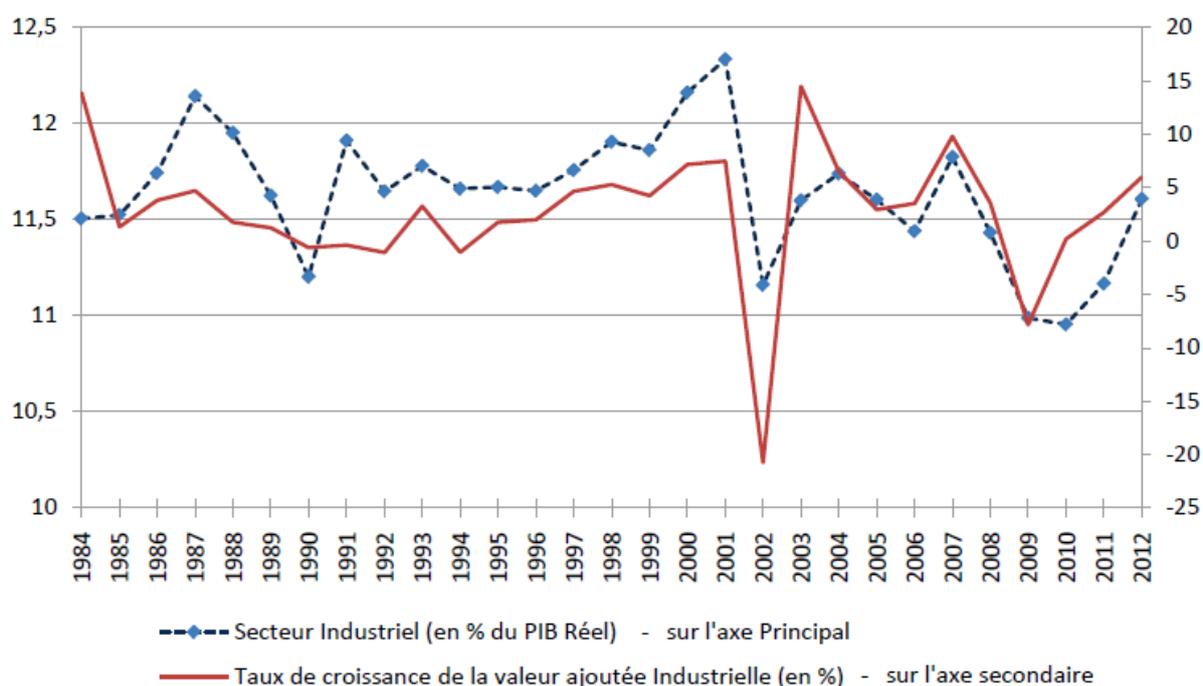
3.1.3. Contribution de l'industrie dans le PIB

Tableau : Evolution de l'environnement industriel

Période	Observations
1960-1975	Economie préindustrielle
1975-1991	Mirage de l'investissement à outrance
1983-1990	Ajustement structurel et prémices d'une ère de libéralisme
1992-2003	Désengagement de l'Etat des activités de production et expansion des entreprises franches

Source : Auteur⁷.

Figure : Part du PIB industriel et taux de croissance de la valeur ajoutée industrielle (en %) pour la période 1984-2012



Source : VPEI, CREAM, page 8⁸.

⁷ Sur les bases de l'étude faite par le CREAM : CREAM, Décembre 2013, *L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité*.

⁸ CREAM, décembre 2013, *L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité*, Adamson Andrianirina RASOLOFO (Dir.), 54 pages.

Tableau : Taux de croissance annuel composé et contribution moyenne des branches d'activités industrielles à la formation du PIB industriel (en %)

	Taux de croissance annuel composé				Contribution moyenne à la formation du PIB Industriel			
	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012
Secteur Secondaire	1,33%	2,36%	2,71%	2,44%				
Secteur Secondaire (hors ZFI)	1,23%	1,39%	1,76%	3,05%	99,86%	95,69%	89,06%	87,19%
Agro-industrie	-2,14%	-3,90%	-8,22%	7,54%	7,52%	4,88%	2,88%	2,47%
Indus.Extractive	4,35%	-5,71%	6,23%	21,44%	1,82%	1,74%	1,77%	2,86%
Energie	8,57%	3,58%	-1,28%	4,11%	13,39%	16,52%	13,76%	13,05%
Indus. Alimentaire	1,12%	1,29%	0,28%	2,76%	20,23%	20,55%	18,13%	17,97%
Indus. Boissons	8,89%	10,76%	4,44%	6,49%	9,00%	13,21%	18,56%	20,81%
Indus.Tabac	-1,20%	4,22%	3,49%	-2,89%	5,80%	5,52%	6,10%	4,83%
Indus.Corps gras	5,15%	-4,08%	1,49%	-1,39%	5,35%	4,35%	3,04%	2,59%
Pharmacie	2,09%	1,72%	2,12%	-0,10%	4,48%	4,35%	3,83%	3,52%
Indus. Textile (hors ZFI)	-4,43%	-12,13%	-4,76%	-4,12%	10,39%	5,18%	1,84%	1,04%
Indus. Cuir	-3,70%	-10,96%	-4,67%	-1,23%	2,32%	1,29%	0,42%	0,29%
Indus. Bois	4,59%	5,63%	1,70%	-3,75%	2,05%	2,84%	2,74%	2,22%
Mat.Construction	-0,85%	7,27%	2,83%	5,18%	2,24%	2,46%	2,71%	3,18%
Indus. Metallique	-6,77%	11,33%	9,10%	4,17%	1,71%	2,23%	3,57%	4,92%
Mat. Transport	-0,86%	4,20%	3,27%	-2,42%	1,77%	1,75%	1,64%	1,40%
Appareil Electrique	-0,46%	-5,33%	6,20%	-14,51%	5,57%	5,48%	5,86%	3,94%
Indus.papier	-6,15%	-7,73%	-4,83%	6,83%	4,35%	2,25%	0,94%	0,80%
Autres	-1,04%	-2,46%	10,73%	-2,54%	1,87%	1,11%	1,26%	1,30%
Zone Franche Industrielles (ZFI)	0,00%	50,68%	12,16%	-2,05%	0,14%	4,31%	10,94%	12,81%

Source : CREAM, décembre 2013, *L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar : Identification d'une relation de long terme et de causalité*, Adamson Andrianirina RASOLOFO, pp. 16.

D'après, les études du CREAM, ci-après la répartition des industries selon la branche d'activité, leurs performances et leurs potentialités :

➤ *Branches d'activité porteuse :*

- Industrie alimentaire et
- Industrie de boissons.

➤ *Branches à forte potentialité :*

- Energie ;
- Industrie extractive ;
- Industrie du bois ;
- Matériaux de construction ;

- Industrie métalliques et
- Zones franches industrielles.

➤ *Branches stagnantes et en déclin :*

- Agro-industrie
- Industrie du Tabac
- Industries du corps gras
- Pharmacie
- Matériaux de transport
- Electrique
- Industries du papier

➤ *Branches non-performantes*

- Industries textiles
- Industries du cuir

3.2. En termes de Chiffre d’Affaires

Nous allons expliquer dans cette partie les critères marquant le poids du SIM dans l’économie de Madagascar, notamment sur les chiffres d’affaires.

3.2.1. Chiffres d’Affaires du SIM

Le chiffre d’affaires est d’habitude le premier indicateur pour les entreprises et nous utilisons aussi cette méthode classique.

Le tableau ci-dessous montre la part du SIM dans la consommation nationale d’une part, et en comparaison avec la part de consommation du secteur public.

Tableau : part du SIM dans la consommation nationale

2015	LFI 2015	SIM	en %
consommation			
Privée	21 509	2 332	10,84
publique	3 303		13,31
Totale	24 812		

Source : calcul CREM

Les membres du SIM apportent plus de 10 % de la consommation totale contre 13 % pour celle du secteur public. Ceci montre l'importance de la place du SIM dans l'économie nationale. La question qui se pose naturellement est donc de savoir qui est le concurrent du SIM dans la production de ces besoins de la consommation nationale.

Par comparaison, la part du secteur secondaire est de 23,4% du PIB dans les pays de la SADC, 31% du PIB pour les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Sud-Afrique) et 33,5% pour l'OCDE. En matière de diversification, le secteur industriel est principalement basé sur l'industrie alimentaire, l'industrie des boissons, l'énergie et les zones et entreprises franches.

3.2.2. Evolution du Capital

L'évolution du capital, selon le tableau suivant, montre que le poids du capital fixe de l'industrie diminue d'année en année depuis 2010 jusqu'en 2015

Tableau n°02 : évolution de la FBCF, en milliards d'Ariary

Année	Formation brute de capital fixe	Formation brute de capital immobilisé, secteur privé	Formation brute de capital fixe (en % du PIB)
2010	3790,4	3359,3	20,77
2011	3527,8	2691,7	17,60
2012	3774,2	3228,4	17,33
2013	3650,2	2980,4	15,58
2014	3781,8	2999,8	14,78
2015	3767,4	2984,6	13,65

Source : Banque mondiale

En outre, ce tableau affiche une ressemblance presque parfaite de la tendance des investissements globaux et celle des investissements du secteur privé. Ceci reflète le poids important du secteur privé, y compris de l'industrie dans les investissements du pays. En effet, cette FBCF est composée par la production et acquisition des biens durables par les ménages, les entreprises et l'Etat confondus et notamment les IDE. Et c'est ces derniers, qui sont des investissements privés, qui tiennent le niveau global de la formation brute de capital fixe à cette hauteur même après la crise.

En plus, la création d'entreprise a connu aussi une diminution ces dernières années, y compris aussi le secteur secondaire. Cette diminution a atteint plus de la moitié (- 58,7 %).

Tableau : Création d'entreprises par secteur

	2013	2014	Variation %
Secteur primaire	525	56	-89,3
Secteur secondaire	710	293	-58,7
Secteur tertiaire	19450	16422	-15,6
Ensemble	20685	16771	-18,9

Source : Banque Centrale de Madagascar

Dans l'ensemble, la création d'entreprise connaît des régressions ces dernières années. Cette tendance marque généralement que la création d'emplois aussi diminue, y compris dans l'industrie. Il n'y a pas de création d'emplois quand il n'y a pas d'investissement. C'est une relation directe longuement définie par les théories économiques. Le cas de Madagascar n'est pas exceptionnel. C'est donc une analyse à approfondir plus tard sur l'investissement dans l'industrie.

3.3. En termes d'investissements

L'objectif de l'étude sur les investissements dans l'industrie est de fournir des informations sur l'évolution de l'investissement dans l'industrie de Madagascar, à des fins de diagnostic conjoncturel et de prévisions à court terme de l'activité.

Les données sur les investissements dans l'économie nationale sont en bref dans le tableau ci-dessous :

Tableau : investissements selon la LFI 2015

Investissement	En milliards MGA
Public	1 289
Privé	3 461
Total	4 750

Source : LFI 2015, MFB

L'enquête sur les investissements dans l'industrie a pour objet de transcrire l'opinion des industriels sur l'évolution conjoncturelle et structurelle de l'investissement, la destination de l'investissement (remplacement, modernisation, extension de capacité, etc.), l'évolution de la capacité de production et des déclassements d'équipements, les investissements à l'étranger, les facteurs influençant la décision d'investissement.

Outre des questions qualitatives, l'enquête présente la particularité de contenir également des questions quantitatives. Sont ainsi collectés les montants annuels d'investissement de l'entreprise ou encore la répartition des investissements selon leur destination.

L'enquête sur les investissements dans l'industrie fait partie des questionnaires harmonisés, auquel contribuent les vingt-sept membres du SIM.

Tableau : Investissement, 2015, en milliards Ariary

	Renouvellement	Construction	Acquisition	Autres	Total	Extrapolation
Production	14,89	0,40	11,03	2,20	28,52	106.75
Vente	0,11	0,05	0,08		0,24	0.90
Total	15,00	0,45	11,11	2,20	28,76	107.65

Source : données SIM, calcul CREM

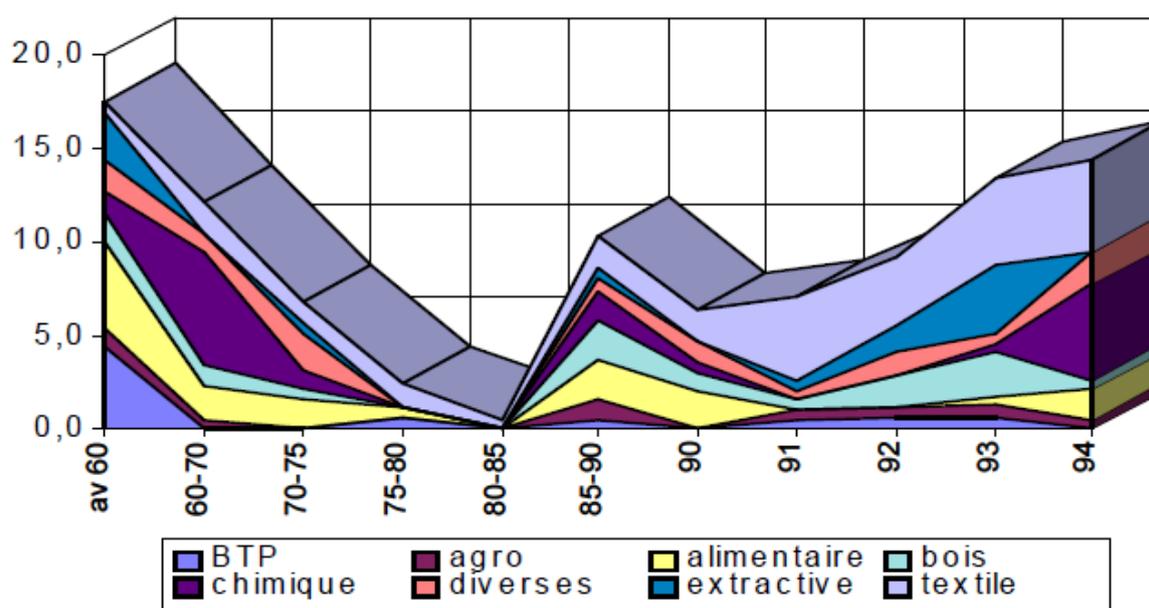
❖ Raisons des faibles rendements des investissements à Madagascar :

- Politique et stratégie de développement non adéquat
- Absence d'une véritable politique d'industrialisation
- Protection élevée de l'industrie malgache
- Politique commerciale non favorable au développement

❖ Raisons de la non-performance des industries malgaches :

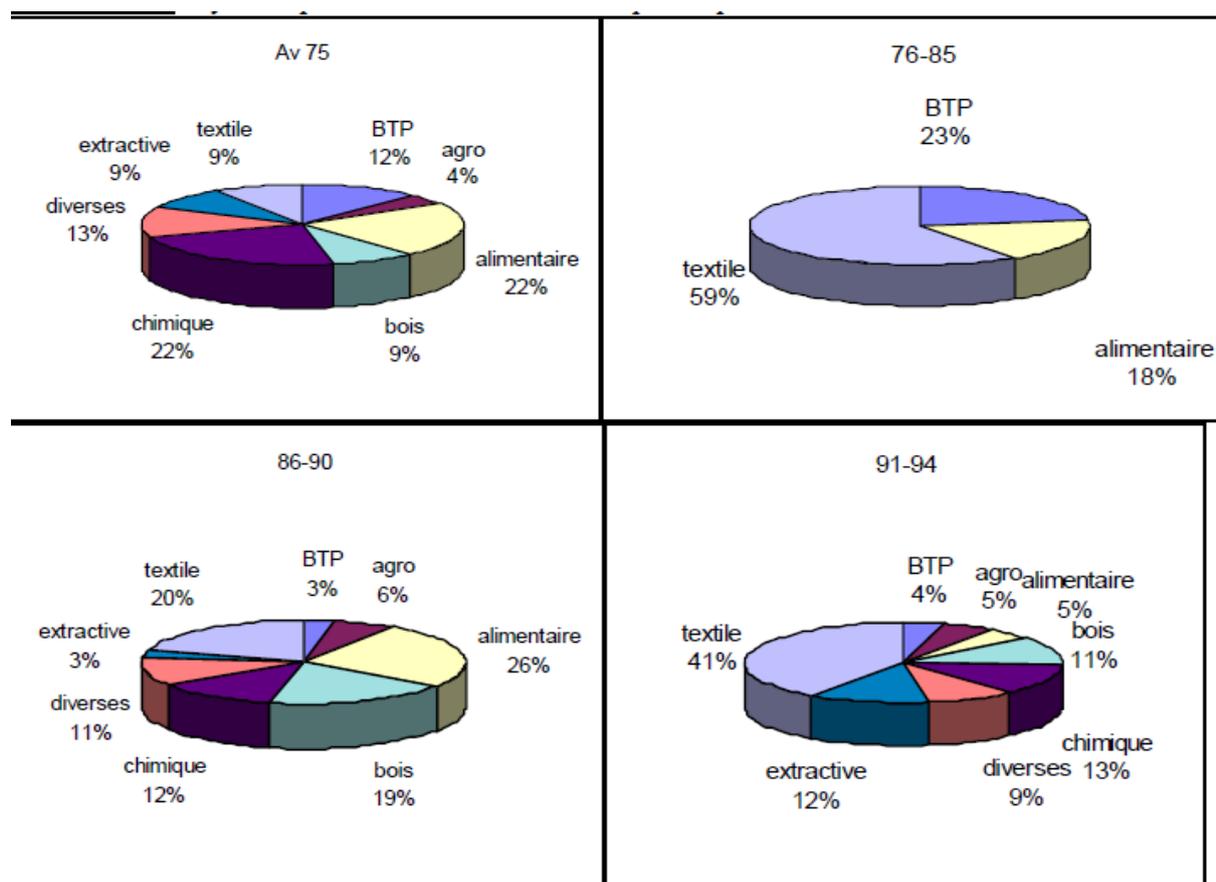
- Modernisation limitée
- Accès restreint au marché international
- Prédominance du secteur informel

Figure : Dynamique des investissements étrangers



Source : MADIO, Septembre 1996, *Le poids du capital étranger dans l'économie malgache : Le cas du secteur industriel formel*, Francis ANDRIANARISON, Tiana RAMBELOMA, n°9650/E.

Figure : Dynamique de création des entreprises par branche



Source : MADIO, Septembre 1996, *Le poids du capital étranger dans l'économie malgache : Le cas du secteur industriel formel*, Francis ANDRIANARISON, Tiana RAMBELOMA, n°9650/E.

3.4. Sur la contribution fiscale

Les industries apportent une grande partie des recettes fiscales. En 2015, le total des recettes fiscales enregistré étant de 3 644 milliards MGA, dont les membres du SIM ont apporté 24 %, soit 873,80 milliards MGA. Le SIM est donc un acteur non négligeable du fonctionnement de l'Etat, malgré tous les problèmes rencontrés.

L'augmentation des recettes fiscales et la formalisation des entreprises représentent des défis et des priorités du Gouvernement malgache. En conformité avec l'objectif du PND d'améliorer la mobilisation des ressources internes et le cadre fiscal, le Gouvernement vise un ratio de recettes fiscales au PIB de 14%. Les réalités ont montré que ce dernier a été de 9,1% en 2015, alors qu'il était de 9,3% en 2014 et de 10% en 2013 (FMI, 2015a et 2015b), des chiffres qui ne reflètent pas encore d'amélioration malgré les ajustements introduits par les dernières Lois de finance.

Le tableau ci-dessous montre cette part du SIM dans les recettes fiscales de l'Etat.

Tableau : contribution fiscale et sociale du SIM

	Total	SIM	%
Recettes totales, en milliards Ar	3 111	873,80	23,98
Dons	533	10,09	14,63
Total des recettes	3 644		

Source : SIM et LFI, calcul CREM

Les contributions des grandes entreprises minières comme Ambatovy et QMM ne font pas partie de ces chiffres. Les détails de ce tableau, concernant les contributions de chaque membre en Annexe.

Ce résultat s'explique en partie par le fait que le secteur informel représente, selon les estimations des parties prenantes rencontrées pendant la mission exploratoire de la CNUCED, entre 70 et 80% des entreprises. Ayant fait l'objet de nombreuses réformes au cours des dernières décennies, le régime fiscal général est, en principe, devenu compétitif mais son application soulève des difficultés. Le régime d'imposition des entreprises est très favorable au niveau des principaux taux appliqués, et l'un des plus favorables dans la région. Toutefois, en pratique, la multiplication des interprétations et les différences d'application des textes

juridiques créent un manque de prévisibilité et de transparence pour le secteur privé et freinent à sa formalisation. Des efforts de clarification ont été entrepris.

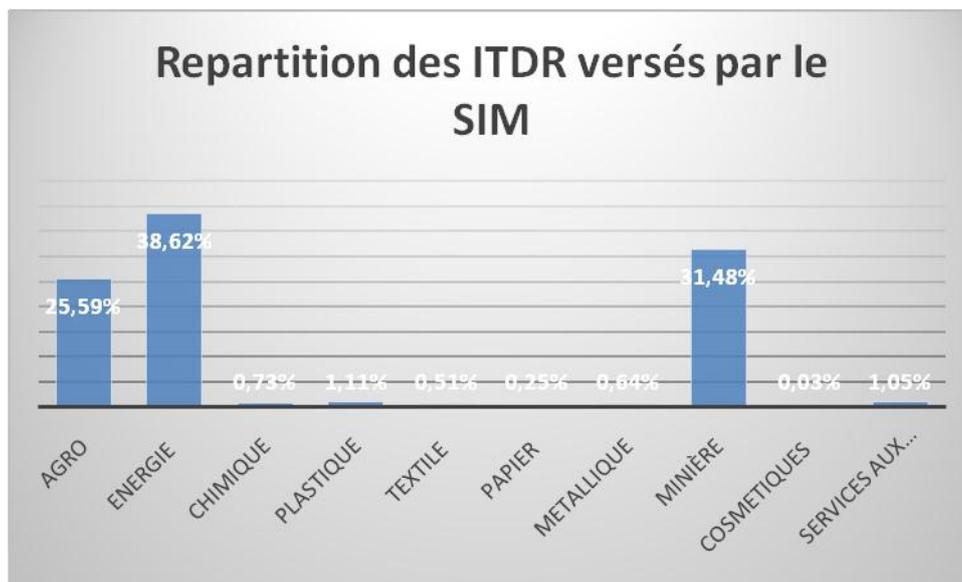
Par ailleurs, des régimes parallèles coexistent aux côtés du régime général et prévoient une série ultérieure d'exemptions, ce qui réduit l'assiette fiscale. L'impôt sur les sociétés est très favorable.

Aux termes du CGI, les entreprises doivent s'acquitter d'un impôt sur les revenus (IR), d'un impôt synthétique ou d'une taxe minimum selon leur chiffre d'affaires (CA). Le taux d'IR standard est de 20%. Il s'applique aux entreprises réalisant un CA (hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA)) égal ou supérieur à 20 millions d'Ariary (MGA) sous le régime du résultat réel simplifié (ou du résultat réel, si elles en font la demande et y sont autorisées par l'administration fiscale) et aux entreprises réalisant un CA (hors TVA) annuel égal ou supérieur à MGA 200 millions sous le régime du résultat réel, le secteur d'activité étant indifférent. Les entreprises ayant un CA inférieur doivent s'acquitter d'un impôt synthétique de 5% (FMI, 2015a). Le taux standard est plus bas que la moyenne africaine (27,8%) et que la plupart des pays de la région.

Le niveau des Impôts, Taxes, Droits et Redevances versés par les membres du SIM en 2015, représente 23,98% des recettes fiscales. Par rapport à l'année 2014 la part des ITDR versés par les membres du SIM a légèrement augmenté de 0,5 point. Portant, les impôts, taxes, droits et redevances versés pendant l'année 2014 a connu une variation positive de 5,81%, soit 33,405 Milliards d'ariary par rapport à l'année 2012. Cette situation peut être expliquée par le fait que la politique de l'Etat en matière d'élargissement fiscale a eu d'impact sur l'amélioration de la caisse de l'Etat.

La répartition des impôts et taxes versés par branche d'activité est illustré par le tableau suivant selon le volume total de versement effectué par le SIM en 2014.

Figure : Répartition des ITDR versés par le SIM



Source : SIM, calcul CREM

D'après ce graphique, les trois (3) secteurs d'activités minier, agroalimentaire et énergie ont une grande part de contribution en matière fiscale vue l'importance de leurs activités à l'économie et la taille de leur investissement respectif. Malgré les chocs endogènes et/ou exogènes que subissent les entreprises regroupant au sein du SIM, elles arrivent à mener ses efforts en matière de participation fiscale. Les contreparties de la part de l'Etat seront toujours les bienvenues pour mieux inciter les entreprises du SIM à investir et à innover.

En se référant à l'année 2015, Parmi les trois secteurs de l'économie du pays, le secteur industriel présente la meilleure croissance en terme d'activité mais le taux de croissance enregistré est encore inférieur à celui mesurant le rythme de la population ce qui signifie que le développement des industries à Madagascar est toujours situé à un niveau assez faible relativement à l'évolution démographique. En effet, le taux de croissance de l'activité du secteur s'élève à 7.5% par rapport à celui du secteur primaire et du secteur tertiaire qui n'est respectivement que de 0.7% et 3.5% d'après le tableau de bord de l'économie pour le mois d'Avril 2016.

Cette année est également marquée par un taux de croissance économique relativement plus élevé (2.8%) pour la période de 2011 à 2015 mais ceci est le fruit de la croissance des activités de services. Ce n'est qu'en 2013 que la croissance des activités industrielles était la plus importante dont environ 22.2%. Cette dernière était expliquée principalement par la forte croissance des activités extractives.

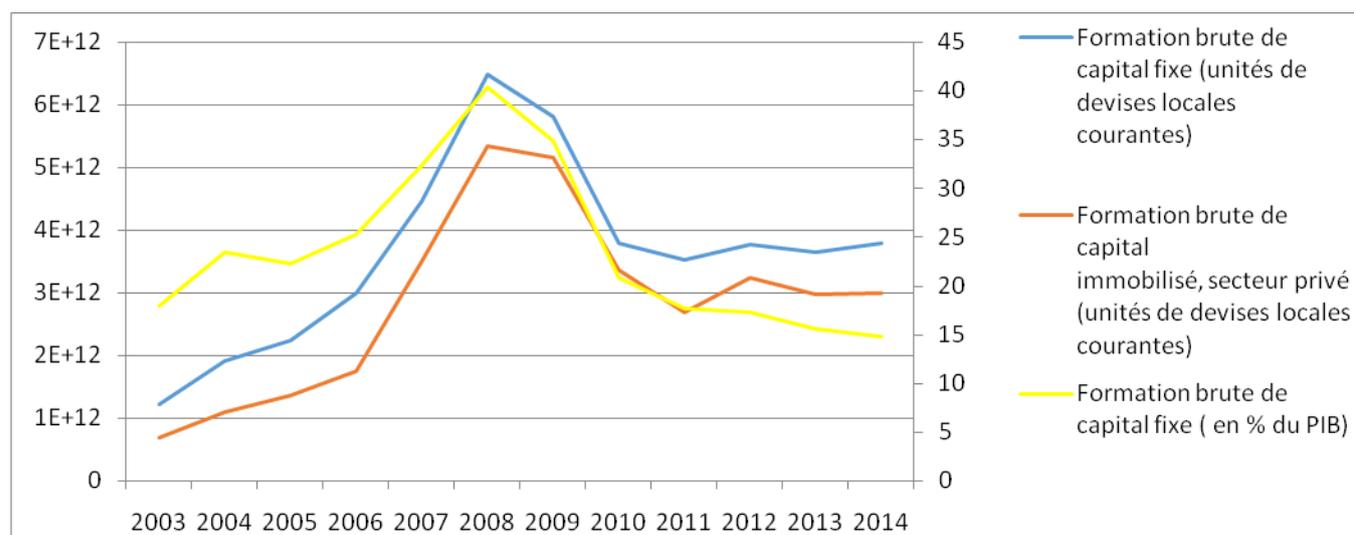
Les données suivantes permettent d’apercevoir le poids économique des industries malagasy en terme d’investissements et cela par rapport au PIB.

Tableau : Formation brute de capital, en millions de MGA

Année	Formation brute de capital fixe (en millions MGA)	Formation brute de capital immobilisé, secteur privé (en millions MGA)	Formation brute de capital fixe (en % du PIB)
2003	1 212 900	681 420	18
2004	1 906 700	1 089 000	23
2005	2 240 300	1 361 300	22
2006	2 988 600	1 742 200	25
2007	4 456 000	3 493 200	32
2008	6 483 500	5 342 000	40
2009	5 814 800	5 149 500	35
2010	3 790 400	3 359 300	21
2011	3 527 800	2 691 700	18
2012	3 774 200	3 228 400	17
2013	3 650 200	2 980 400	16
2014	3 781 800	2 999 800	15

Source : Investigation à partir des données de la banque mondiale et FMI

Figure : évolution de capital brut



Source : Investigation à partir des données de la banque mondiale et FMI

Cette période de 2003 à 2014 affiche bien l'évolution des investissements à Madagascar durant la période pré et post crise (2009). La période avant crise a été marquée par une bonne conjoncture économique, d'où la tendance à la hausse de la formation brute de capital fixe. Son poids a atteint jusqu'à 40,32% du PIB en 2008. Tandis que la période après crise était marquée par une très mauvaise conjoncture et un mauvais climat des affaires. C'est pourquoi le graphique affiche une forte chute des investissements et puis une stabilité avec des légères fluctuations depuis 2010. Mais cette stabilité était clouée sur un niveau relativement bas. La valeur de la formation brute de capital depuis fixe y varie autour de 300 milliard d'Ar. Cependant le poids de cette dernière par rapport au PIB ne cesse de chuter jusqu'à atteindre 14,71% en 2014, contre de 15 % en 2013 et 17,33% en 2012.

En outre ce graphique, affiche une ressemblance presque parfaite de la tendance des investissements globaux et celle des investissements du secteur privé. Ceci reflète le poids important du secteur privé dans les investissements du pays. En effet, cette FBCF est composée par la production et acquisition des biens durables par les ménages, les entreprises et l'Etat confondus et notamment les IDE. Et c'est ces derniers, qui sont des investissements privés, qui tiennent le niveau global de la formation brute de capital fixe à cette hauteur même après la crise.

3.5. Sur l'emploi : La situation de l'emploi à Madagascar et la contribution du secteur industriel rapport à la population active occupé

Notons tout d'abord que la population active s'élève à 11 400 000 individus à Madagascar. Seulement 11% de celle – ci sont des salariés que ce soit dans le secteur public ou privé. Le tableau suivant montre la répartition de la population active occupé selon les secteurs institutionnels.

Tableau : répartition de la population active occupée par secteur

Milieu	Administration publique	Entreprises				Total
		Formelles	informelles hors agriculture	informelles agricoles	associatives	
Urbain	6,3	11,2	36,7	44,6	1,2	100,0
Rural	1,6	1,9	13,1	83,0	0,5	100,0
Ensemble	2,5	3,8	17,9	75,2	0,6	100,0

Source INSTAT 2013

Avec un taux d'activité moyen de 92% de la population active entre 15 ans et 65 ans, il existe seulement 3,8% de celles – ci qui se trouvent dans l'entreprise formelle.

La part du secteur industriel parmi ce 3,8% est détaillée par le tableau suivant :

Tableau : répartition interne dans le secteur industrie, en %

Secteurs institutionnels	Entreprise formelle	Entreprise informelle	Entreprise associative	Total
Confection	20,72	79,2	0,1	100
Industrie alimentaire	26,97	73,0	0,0	100
BTP	12,15	85,9	1,6	100
Autres industries	8,97	89,4	1,4	100

Source INSTAT 2013

En matière d'emploi, selon le tableau ci-dessus, le secteur industriel formel est encore loin des entreprises formelles à Madagascar. En d'autre terme, Le tissu industriel malagasy reste encore en grande partie dans l'informel. Sa contribution en matière d'emploi dépend d'une politique industrielle incitative.

Ces statistiques permettent d'établir une image de la situation sur le marché du travail à Madagascar. Sur ce, la contribution du SIM en matière d'emploi mérite une attention particulière.

3.5.1. Poids du SIM en matière d'emploi

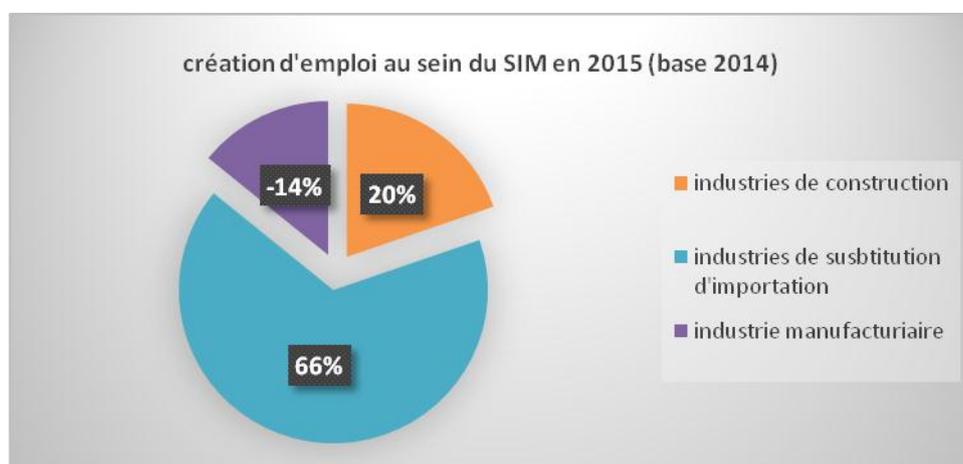
La vocation du SIM est, dans la cadre de l'esprit d'entrepreneuriat, de maximiser ses moyens de production (capital et travail) pour en tirer plus de profit. Le tableau et le graphique ci-après montrent la dynamique de la création d'emploi au près des entreprises membres du SIM, classées par type d'industrie, en 2015 par rapport à 2014.

Tableau : Evolution de la création d'emplois en 2015 par rapport à 2014

Catégorie d'industrie	Evolution par rapport à 2014
industries de construction	+5,60%
industries de substitution d'importation	+18,82%
industrie manufacturière	-4,01%
Total	+13%

Source : Fiche signalétique SIM, par le calcul du CREM

Figure : création d'emploi au sein du SIM



Source : Fiche signalétique SIM, par le calcul du CREM

Le tableau montre que pour l'année 2015, le SIM a créé de l'emploi supplémentaire qui s'élève à 13% par rapport à l'année 2014. D'après ce graphique, la catégorie industrie de substitution d'importation représente une part considérable dans la création d'emploi en sein du SIM, car elle représente 66% de la création d'emploi. Pourtant, la catégorie Industrie manufacturière a connu une légère baisse en matière de création d'emploi -4,01%.

Cette situation s'explique principalement par le fait que ces entreprises ont dû ajuster leur niveau d'activité de production compte tenu de la conjoncture économique nationale et mondiale. Le tableau ci-après montre la contribution du SIM en matière d'emploi pendant ces deux dernières années:

Tableau : Evolution de la masse salariale du SIM en 2015 par rapport en 2014

Année	Masse salariale production	Masse salariale vente	Total
2014	19 337 752 476	3 766 713 494	23 104 465 970
2015	17 847 103 189	1 672 628 505	19 519 731 694

Source : Fiche signalétique SIM, par le calcul du CREM

En tenant compte de l'effectif des industries interviewées, Le SIM a connu une baisse de 15,52% de masse salariale en 2015 malgré une hausse de 13% de l'offre d'emploi effective en cette même année. En ce qui concerne la contribution du SIM dans l'emploi national, sur le nombre de population active occupée⁹, le SIM en emploie 0,064% en 2014. Ce qui est peu en proportion mais conséquent en terme de création d'emploi et de masse salariale.

⁹ « Au sens du BIT », comprend les personnes (âgées de 15 ans ou plus) ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine donnée (appelée semaine de référence), qu'elles soient salariées, à leur compte, employeurs ou aides dans l'entreprise ou l'exploitation familiale. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes pour un motif tel qu'une maladie (moins d'un an), des congés payés, un congé de maternité, un conflit du travail, une formation, une intempérie,... Les militaires du contingent, les apprentis et les stagiaires rémunérés font partie de la population active occupée.

3.6. Sur le financement de l'industrie

Les activités financières se sont considérablement développées ces dernières années où l'ensemble des pays développés a mis progressivement en place des réformes institutionnelles visant à l'unification de ces marchés à l'échelle mondiale pour favoriser la liquidité des actifs et l'efficacité de leur allocation.

3.6.1. La montée du secteur finance

Ce secteur a été marqué par l'émergence de nouveaux acteurs et par la multiplication des innovations de produits, notamment des produits dérivés de crédit (*CDS*) dont les encours notionnels en 2015 représentaient onze fois le PIB mondial. Le niveau de rémunération dans ce secteur est très élevé, 35 % des profits de l'ensemble des entreprises pour 10 % de la valeur ajoutée et le salaire moyen dans la finance et l'assurance était supérieur de 80 % à la moyenne du secteur privé. Cependant, loin d'être seulement « déconnectée » de la sphère réelle en raison d'une logique de fonctionnement largement « autoréférentielle », la finance a participé largement à modeler le fonctionnement de l'économie contemporaine à son image.

L'organisation industrielle fait apparaître *une forme de complémentarité institutionnelle entre la finance et l'industrie*, c'est-à-dire que les principes et les règles qui structurent les comportements (règles comptables, modes de fonctionnement des CA...) et les stratégies des firmes industrielles sont adaptées à l'évaluation financière. Cette influence est communément justifiée par l'idée que la finance « *matter for growth* » car elle lève la contrainte financière des entreprises et favorise l'expansion. Cependant les périodes où la finance est très développée ne coïncident pas strictement avec les périodes de plus forte croissance. La période récente a peu favorisé l'émergence d'un nouveau système productif car la contribution des marchés financiers à la prise de risque dans le financement de l'innovation est très discutable. En effet, les gains de productivité évoqués dans l'industrie ainsi que la rentabilité élevée dans certaines entreprises seraient moins le résultat d'un positionnement sur des biens de haute gamme ou des produits innovants que celui d'un accroissement de la concurrence par les coûts donnant lieu aux stratégies d'externalisation et de délocalisation. Car la finance qui crée et organise la mobilité du capital dans l'espace influence la géographie des activités productives. Un niveau de rentabilité très élevé, de l'ordre de 15 % est devenu une convention qui s'est imposée dans les stratégies industrielles de recentrage et de consolidation pour assurer le niveau du *cash flow* distribué et la valeur des titres afin de

conserver une participation des investisseurs devenue très volatile. La durée moyenne de détention des titres à la bourse de Paris est passée en quelques années de deux ans à moins de six mois et témoigne de la pression potentielle exercée par le « court termisme » des marchés. Les réformes institutionnelles qui ont conduit à l'extension de la place de la finance dans l'économie avaient pour justification d'améliorer les conditions de financement des activités économiques, notamment innovantes, les rémunérations élevées étant supposées récompenser la prise de risque.

Ainsi le développement des marchés financiers n'aurait pas conduit à promouvoir une croissance à fort contenu technologique : il n'y a pas de processus de « destruction créatrice » favorable aux nouvelles firmes mais bien au contraire le risque d'une « sclérose technologique » lié au caractère pro cyclique sur l'investissement et les dépenses de recherche. Les problèmes de financement que rencontre l'industrie restent non résolus. Il existe un certain nombre de difficultés liées à l'inadéquation entre la longueur des cycles de développement et les délais de rendement attendus par les investisseurs qui sont beaucoup plus courts. La qualité insuffisante des relations entre entrepreneurs industriels et leurs banquiers et plus généralement les difficultés d'accès au crédit bancaire sont devenues la réalité.

Les banques sont d'ailleurs devenues un acteur important sur les marchés financiers. La part des activités financières et les prêts inter-bancaires se sont accrus dans leur activité au détriment du financement des activités des entreprises. Par ailleurs, le pays est également doté de sociétés de capital-investissement. Mais, en étudiant leurs stratégies de syndication (c'est-à-dire la réalisation d'opérations de financement communes entre plusieurs établissements financiers), celles ci sont plus dédiées au financement d'activités de session ou de transmission d'entreprises qu'au financement d'activités d'amorçage ou de développement d'activités innovantes.

3.6.2. Financement de l'industrie

D'après les données recueillies auprès des membres du SIM, les banques locales et autres établissements de crédits ne sont pas très chaudes sur le financement des entreprises industrielles.

Le tableau suivant montre cette faible utilisation des ressources bancaires dans l'industrie.

Tableau : utilisation de services financiers par les industries

SERVICES FINANCIERS	Nombre d'entreprises	Total en Milliards Ar
Emprunts à + d'un an	8	18,32
Charges d'intérêt payées sur emprunts à + d'un an		1,98
Emprunt à - d'un an	7	11,52
Charges d'intérêt payées sur emprunts à - d'un an		2,77
Ventes d'effets de commerce et autres titres liquides		1,30
Autres emprunts bancaires : Découvert	1	11,49
Autres charges bancaires payées	6	22,99

Source : SIM, calcul CREM

Notons que les entreprises sont très réticentes sur ces données, ce qui rend difficile notre étude. Mais ce tableau nous donne une appréciation immédiate qu'en moyenne, une entreprise a un encours plus de deux milliards d'Ariary pour les crédits à moyen et long terme, et un milliard et demi pour le court terme.

Le prix de crédits à court terme est trop cher, entre 15 et 20 %. Les entreprises ont beaucoup de difficulté dans leur utilisation car avoir une rentabilité deux fois plus du prix du crédit s'avère trop risquée. Cette situation freine le développement du secteur face à la rude concurrence des produits assimilables importés.

3.6.3. L'industrialisation dans le développement

Parler de développement sans industrialisation est une utopie. Le renforcement et la modernisation du tissu industriel d'un pays sont indispensables pour ouvrir sa voie vers le développement économique. Cela est loin d'être le cas des pays en développement comme Madagascar. Ce dernier qui est la quatrième plus grande Ile de la planète et regorger des ressources naturelles diverses (sous terraine, aquatique et sur ses surfaces terrestres) dans l'entièreté de son territoire. Cependant, du fait de l'état très embryonnaire du secteur industriel du pays, ce dernier a du mal à transformer ces ressources en richesses au profit de son développement. Sur ce, le tissu industriel du pays est formé notamment par des entreprises d'Investissement Direct Etranger (IDE) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME). D'une part, ces entreprises d'IDE ont une évolution très prometteuse mais il en reste encore du travail à faire. D'autre part les PME occupant le grand nombre des entreprises du pays, sont loin derrière relativement à ces entreprises d'IDE. Malgré le fait que le secteur industriel est le moteur de la croissance économique du pays, la contribution de ces PME dans cet accroissement de la production nationale est à peine visible.

3.7. Résumé du poids économique du SIM en 2015

Afin de mesurer la contribution des membres du SIM à l'économie nationale, trois indicateurs ont été retenus par le CREM notamment la contribution fiscale, la participation au plein emploi, et l'investissement. Le taux de création d'emplois y est de 20% avec un taux de 4% pour la création supplémentaire d'emplois. La proportion des investissements réalisés par les membres du SIM s'élève à 75% du total des investissements industriels à Madagascar en 2015 générant un taux de 25% des recettes fiscales : impôts, taxes et redevances versés par les membres du SIM.

Ce tableau montre les détails de ces indicateurs pour l'année 2015.

Tableau : Contribution des membres du SIM dans l'économie nationale

INDICATEURS	PART DU SIM EN 2015
PART RECETTES FISCALES SIM DANS RECETTES FISCALES TOTALES	25%
PART INVESTISSEMENT SIM DANS INVESTISSEMENT TOTAL	60%
PART INVESTISSEMENT SIM DANS INVESTISSEMENT PRIVE	75%
PART EMPLOI SIM DANS EMPLOI PRIVE	20%
PART EMPLOI SIM DANS EMPLOI INDUSTRIE	80%

Source : SIM, calcul CREM.

IV. CARTOGRAPHIE DES UNITES INDUSTRIELLES

La récolte de données des unités d'industrie pose une grande problématique de ce pays. Le consultant devait faire beaucoup de démarches pour avoir les résultats de ce rapport.

Mais il reste encore beaucoup à faire ; des régions n'ont pas de données, les unes ne sont pas à jour, les autres ont promis de transmettre. Avec les moyens qu'on a, ci- dessous le tableau de synthèse de cette cartographie. Les détails sont en annexes.

Tableau : répartition des unités industrielles par branche d'activités

PAR BRANCHE /REGION	AMM	ANMANGA	MENABE	VAKRATRA	TOTAL
BRANCHES					
AGROALIMENTAIRE	7	109	2	38	156
BOIS	3	22	2		27
CHIMIQUE		51	1	9	61
COSMETIQUE		27			27
ENERGIE		15			15
EXTRACTION	1	23			24
METALLIQUE		94	8	6	108
MINES		162	2	4	168
PAPIER		20			20
PHARMACIE		11			11
PLASTIQUE		25			25
TEXTILE	1	145	1	11	158
					-
TOTAL	12	704	16	68	800

Source : CCIA, CCIV, DRE

D'après ce tableau, il y a huit cent unités industrielles recensées dans ces régions. Les difficultés de récolte de données restent encore un problème à Madagascar, ce qui nous attarde dans la réalisation de cette cartographie. Mais nous sommes encore disponibles pour la suite demandée par cette mission.

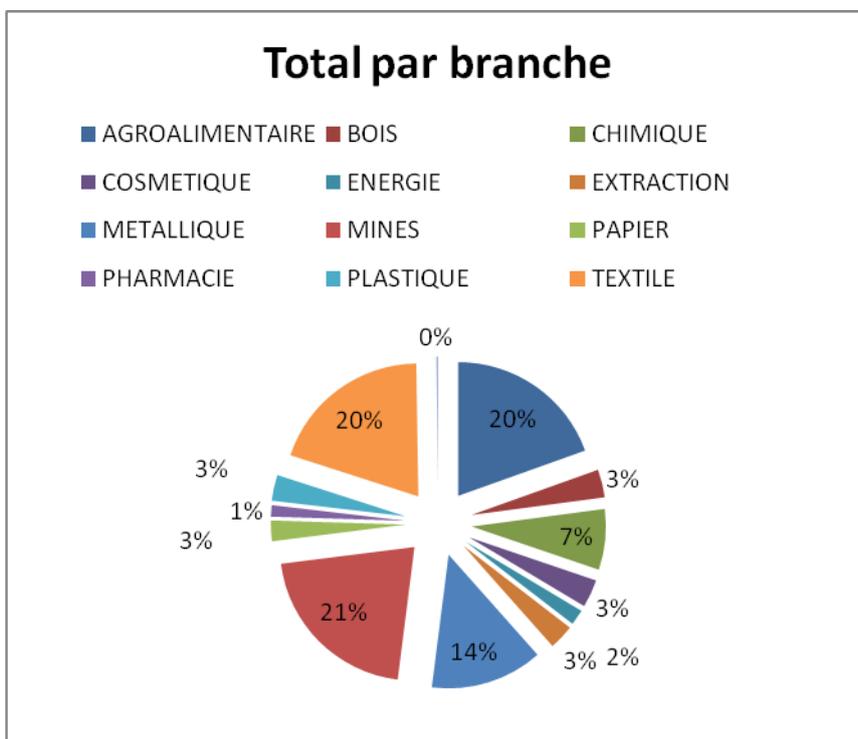
Nous avons aussi beaucoup d'intérêt dans la constitution de bases de données des unités industrielles de Madagascar.

D'après ce même tableau, les industries membres du SIM ne constituent une partie des unités industrielles de Madagascar, et il ; le SIM reste depuis longtemps le porte parole des industriels du pays.

Une autre idée de ce tableau : quatre branches – l’agroalimentaire, le secteur métallique, le secteur des mines et le secteur textile représentent plus de deux tiers des unités industrielles. Il y adonc une forte concentration dans ces branches.

La branche pharmaceutique et énergie ne sont qu’once et quinze unités respectivement, alors que ces branches sont des bases d’une économie solide. Cette étude mérite d’être continue, indépendamment des difficultés rencontrées.

Figure : répartition par branche d’activité (en %)



Sources : calcul CREM

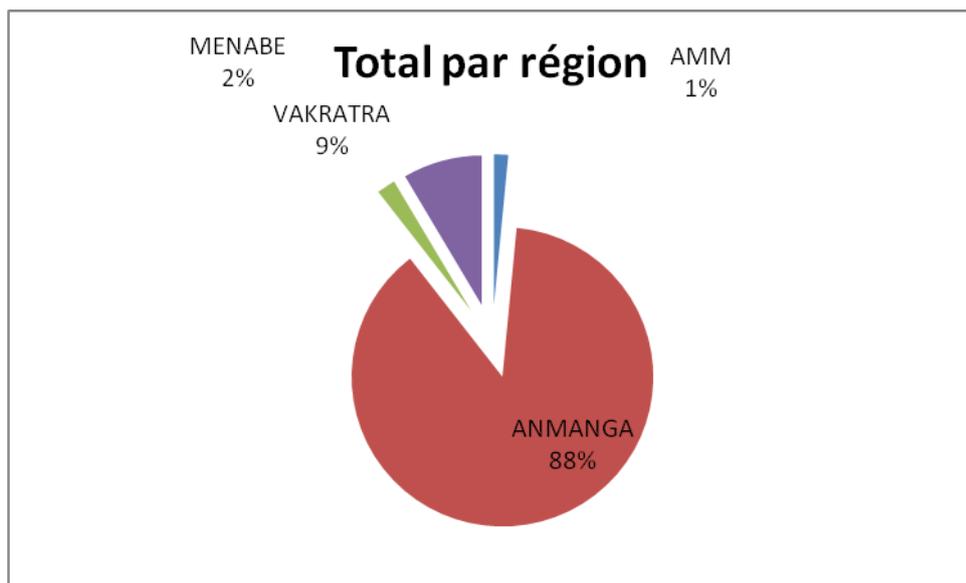
La répartition géographique des industries de Madagascar est tout à fait inégale. La figure ci-dessous nous montre que plus de quatre vingt pour cent des unités industrielles du pays se trouvent dans la région Analamanga. Les autres régions n’en ont pas d’industries de grande taille, sauf Antsirabe. Mais cette région se trouve très loin de la région de la capitale en nombre d’unités industrielles.

Pour les autres régions, les données sont presque inexistantes ou bien en cours de récolte. Notre mission est déjà en retard par rapport au délai imparti dans le contrat, mais nous

sommes très passionnés de savoir cette situation. Le CREM continue encore dans ce sens pour pouvoir connaître les états des lieux proches de la réalité.

Les détails de ces répartitions sont en annexes avec leurs coordonnées.

Figure : répartition des industries par région



Source : calcul CREM :

V. RECOMMANDATIONS

Pour améliorer le poids des industries, soit membres du SIM ou non, les contextes de nos jours sont toujours conseillés de prendre en considération. Il y a deux types de solutions proposées pour l'amélioration de la situation : des variables externes à l'entreprise et celles à l'interne.

5.1. Variables externes à l'entreprise :

Pour ces types de variables, beaucoup dépendent essentiellement de la politique appliquée menée dans le pays. Mais le marché devrait être primordial dans la prise de décision.

- Changements du marché : nouvelle utilisation de produits, Nouveaux marchés, obsolescence de produits
- Changement en matière d'approvisionnement : couts, fournisseurs, offres
- Changement concurrentiel : adoption de nouvelles technologies, nouveaux concurrents, variation de prix, nouveaux produits
- Changements économiques : taux de changes, taux d'intérêt, changement de revenus individuels
- Changements politiques : nouvelles législations, nouvelles priorités en matière d'application
- Changements sociétaux : goûts de clients, évolution démographique

Ces quelques variables nécessitent éventuellement d'analyse et études approfondies et en continue, mais qui sont potentiellement réalistes.

5.2. Variables internes de l'entreprise

Mais il y a des variables dépendant essentiellement des entreprises. Ce sont des questions microéconomiques que chaque entreprise est en mesure de prendre des décisions adéquates.

Or, chaque décision vaut ressources dont les problèmes restent encore discutables. Notre ère actuelle exige beaucoup d'amélioration, soit en termes d'organisation, soit en termes de moyen.

- Ressources humaines : système de gestion, compétences du personnel, taux de rotation, moral, développement personnel
- Finance : puissance financière, puissance opérationnelle, ratio de bilan, rapports avec les actionnaires
- Opérations : Contrôle des matières premières, capacité de production, gestion de stocks, contrôle de qualité, installations et équipements
- Equipes de direction : compétences, esprit d'équipe, expériences, coordination de l'effort
- Système de gestion de l'information : rapidité et réactivité, qualité de l'information, capacité d'expansion
- Recherche et Développement : capacité de R et D sur les produits, sur les processus,
- Marketing : qualité de produits, gammes, différenciation, part de marché, service, ...

CONCLUSION

Le SIM a donc une place considérable dans le secteur industriel à Madagascar. Il contribue non seulement à la création d'emploi et de richesse, mais aussi au processus du développement de Madagascar.

Ce rapport est destiné aux lecteurs avertis pour améliorer l'environnement des affaires à Madagascar, susciter le débat autour de la politique industrielle malgache. De toute manière une transformation structurelle des activités économiques à Madagascar est une urgence. Le passage d'une économie de subsistance à une économie d'échelle fait appel à des gens professionnels en la matière comme le SIM. L'industrialisation peut être coûteuse mais sa nécessité demeure primordiale à la croissance économique.

Le SIM a donc plusieurs expériences et des mots à dire qu'il faut tenir en compte pour l'avenir à travers les indicateurs chiffrés mentionnés dans le présent rapport. Cet écrit montre donc de façon claire et exhaustive qu'il faut, pour que le développement du secteur industriel donne lieu à une croissance accélérée, améliorer la situation macroéconomique du pays dans le cadre de réformes structurelles et institutionnelles permettant d'améliorer le climat des affaires défavorable, de mettre en place des systèmes financiers solides et de développer et d'améliorer les ressources humaines et l'infrastructure physique.

